

Économie populaire

laboratoire de la post-modernité ou forme ultime du capitalisme ?

Artisans ou agriculteurs non déclarés, vente de biens ou services plus ou moins improvisée sur le trottoir, actifs sous-rémunérés de l'économie formelle cherchant un complément de revenu, restauration populaire, vendeurs de produits de contrebande ou de contrefaçon, garagistes occasionnels, ateliers clandestins, commerçants informels, etc.

La globalisation à marche forcée de la planète a marginalisé une partie importante de la population qui va assurer sa reproduction dans des activités non déclarées. Ces pratiques, à l'écart de l'efficacité rationnelle et des déclarations administratives et fiscales imposées par le modèle dominant, s'imposent comme la solution naturellement retenue par les naufragés du développement. S'agit-il de pratiques qui cherchent à déconnecter l'État en refusant de rentrer dans un modèle de répartition et qui proposent une organisation hors marché en démontrant que l'on peut satisfaire ses propres besoins en dehors des marchands ? En d'autres termes, est-on face à une économie de réseau susceptible de proposer une alternative autonomisante, centrée – non plus sur la rationalité efficiente – mais sur la raison ? Serait-elle capable de modifier en profondeur la qualité des rapports productifs ? En effet, doit-on considérer ces activités comme un laboratoire, où l'acteur prendrait confiance dans ses savoir-faire pour proposer une auto-organisation de la production et de la consommation qui chercherait à déconnecter l'État et les structures marchandes ? Ou bien, l'économie de marché est-elle suffisamment puissante pour tolérer et même récupérer des structures productives organisées en une sorte de marché de second rang cherchant la disparition de la régulation étatique ?

En conséquence, après avoir cherché à définir l'économie populaire tout en présentant les différentes analyses théoriques, nous débattons donc autour de l'éthique de l'alternative populaire.

Du secteur informel à l'économie populaire

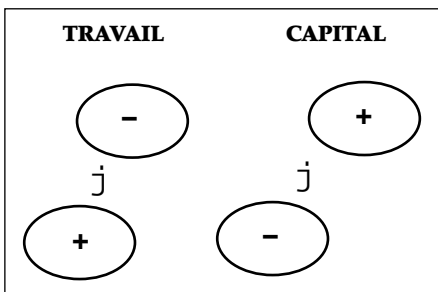
1. L'informalité avant le mot

En fait, l'activité économique existait avant l'économie. Cette science s'est ensuite refusée à la diversité analytique pour mettre en avant le paradigme de l'économie de marché.

Pourtant, la dynamique individuelle et collective permettait de trouver des solutions lorsque le besoin s'en faisait sentir. Ces solutions étaient à la portée de tous, il suffisait de mettre en valeur les savoirs et savoir-faire disponibles. Chacun possède en lui, et/ou autour de lui, les solutions à ses propres besoins, il suffit qu'il en prenne conscience et qu'il sache les développer.

La division du travail imposée par la marchandisation des activités sociales a cherché à nous rendre dépendants. La spécialisation des activités économiques et sociales, à l'intérieur de la sphère marchande, a complexifié les sociétés pour les fédérer autour du lien marchand. N'y avait-il pas un risque de laisser au marché le soin de structurer seul nos sociétés ?

2. De la noirceur du travail au blanchiment de l'argent



Comment expliquer que le travail et le capital ne soient pas traités de la même façon ? L'un est noirci par le système dominant et l'autre est blanchi... Le premier apparaît dans une sphère positive

et est dévalorisé par le système. Quant à l'autre variable, elle naît des trafics et du caractère opaque de certaines activités, pour être revalorisée par le modèle dominant. Il y a bien là une forme de discrimination idéologique qui nous engage à envisager les choses en fonction des intérêts de la minorité au pouvoir qui influence jusqu'aux concepts que nous utilisons.

En quoi le travail pourrait-il d'ailleurs être noir ?

La couleur noire est dépourvue d'ondes lumineuses, elle souffre généralement d'une fâcheuse réputation même si, dans quelques cas précis, elle peut être associée à la fête : paysans vêtus de noir le dimanche, fracs et costards de la bourgeoisie en fête... Sans cela, le noir est identifié à la tristesse, à la malchance : idées noires, animal noir, « il broie du noir ». Le noir fait peur, symbole de la nuit. On pourra craindre le trou noir, la noirceur de la nuit. Le pavillon noir des pirates faisait trembler les navigateurs les plus téméraires, et le drapeau noir des anarchistes les détenteurs du pouvoir institutionnel. Magnifié par Louise Michel, il devint alors synonyme de révolte et de désespoir des humbles et ce, depuis la révolte des canuts de Lyon.

Le noir évoque encore le deuil, il renvoie, en Occident, à des événements dramatiques : le jeudi noir d'octobre 1929.

On peut, malgré tout, pratiquer l'humour noir sans pour autant devenir un adepte des messes noires...

Le noir est le plus souvent synonyme de saleté physique ou morale : les ongles noirs, être noir de la tête au pied, il avait, dans l'esprit, de noirs desseins...

Il qualifie, par ailleurs, des choses que l'on ne saurait voir : les caisses noires.

La connotation péjorative attachée au noir a certainement participé à l'émergence de sentiments racistes. Promulgué

en 1685, le Code noir réglementa l'esclavage jusqu'en 1794, date à laquelle il fut aboli par la Convention.

On n'est pas très loin du noir, lorsque Rosa Luxembourg parle d'économie de l'ombre. D'autres images surgissent, lorsqu'on utilise des expressions comme : activités occultes, clandestines, cachées ou souterraines... Les Anglo-Saxons parlent de « underground activities ». Les Italiens évoquent de leur côté une économie immergée. En Amérique latine, on parlera d'économie populaire. Et, dans les pays de l'Est de l'Europe, le terme d'économie invisible sera utilisé pour décrire une réalité florissante. Un autre ensemble d'expressions renvoie à l'idée de double économie, d'économie bis ou duale. Quoi qu'il en soit et quel que soit le vocabulaire utilisé, le secteur informel renvoie à une réalité encombrante pour l'économie formelle. La synergie État-marché¹ ne peut se permettre de laisser se développer les activités parallèles, car cela risquerait de mettre en danger sa reproduction :

– La baisse des entrées fiscales peut contrarier le développement des interventions étatiques.

– Idéologiquement, l'existence d'un secteur souterrain montre que le marché n'est pas le seul à pouvoir proposer des biens et des services aux consommateurs.

La synergie État-marché est bousculée par des pratiques qui s'inscrivent, qui s'enchâssent dans le social.²

Il fallait donc montrer à quel point le travail au noir était synonyme de recul social, tout en présentant l'économie formelle comme la seule organisation capable de générer de la croissance et du progrès social. La colonisation des imaginaires³ par les pouvoirs éco-médiatiques allait rendre le marché formel incontournable et le travail au noir hors la loi. En cultivant, chez chacun, la fibre de

la délation, les systèmes fiscaux vont même enregistrer un grand nombre de dénonciations provenant d'individus victimes du système (impôt, taxe, exploitation salariale, précarité, etc.) et désirant en même temps son maintien.

On assiste à une omnimarchandisation⁴ des activités sociales. Le marché s'est imposé comme la seule forme de régulation possible. Tout ce qui s'en écarte est montré du doigt. C'est le cas des activités informelles. Elles sont d'ailleurs présentées le plus souvent comme transitoires ou comme des activités subies, en lien avec les structures productives formelles au point d'affirmer que le secteur informel n'existe pas.⁵

3. Secteur informel : recherche de définition et limites du concept

Sont alors qualifiées d'informelles, toutes les productions qui échappaient à la synergie État-marché. Pour les mettre à l'index, le système dominant allait même leur donner l'appellation d'activité au noir.⁶

Dès 1976, le Bureau international du travail par l'intermédiaire de Sethuraman⁷ va présenter quinze caractéristiques de l'informalité : flexibilité des horaires de travail, absence de recours au

1. J.-L. Lavoie, *l'Économie solidaire. Une perspective internationale*, 1996, Desclée de Brouwer.

2. « Embeddedness », terme allemand que l'on peut traduire par enchâssement ou encastrement : K. Polanyi, *la Grande Transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983.

3. S. Latouche, *l'Autre Afrique. Entre don et marché*, 1998, Albin Michel économie.

4. S. Latouche, *la Planète uniforme*, 2000, Climats, collection Sisyphus.

5. Page 17 de l'ouvrage de L. Mozère, *Travail au noir, informalité : liberté ou sujétion ?* 1999, L'Harmattan.

6. R. Klatzmann, *le Travail noir*, 1989, PUF, Que sais-je ?

7. S.-V. Sethuraman, « Le secteur urbain non structuré : concept, mesure et action » in *Revue internationale du travail*. BIT, 1976, Genève, vol.114, n° 1.

crédit régulier, bas prix des produits, bas niveau d'instruction et de formation, etc. Dans les années qui ont suivi, chaque auteur a apporté sa définition, en fonction de son terrain d'étude. La liste des caractéristiques étant très longue, il est peu probable qu'une activité les collectionne toutes à la fois. Cependant, dans cette recherche de définition, il apparaît que ce qui les regroupe malgré tout, c'est qu'elles échappent à l'économie officielle et à l'État. Par absence de déclaration officielle, elles se soustraient ainsi à l'impôt et aux taxes, aux contrôles politico-administratifs. Seule une évaluation, plus ou moins précise, permet d'en prendre la mesure.

Avec la spécialisation des activités et le développement du salariat, les savoirs et savoir-faire se perdent et laissent place à la dépendance mercantile. Perte de confiance en sa propre capacité d'autonomie et soumission aux relations marchandes allaient faciliter la mise en place de la domination capitaliste.

Malgré cela, en se groupant, les humains ont toujours su trouver des solutions pour dépasser leurs difficultés. Les différentes civilisations qui se sont succédé dans l'histoire de l'humanité ont continuellement inventé des systèmes collectifs et des procédés individuels, pour assurer leur reproduction.

8. H. Panhuys, « Définitions, caractéristiques et approches des économies populaires en Afrique », in I. Lalèyè, H. Panhuys, Th. Verhelst et H. Zaoual, *Organisations économiques et cultures africaines*, 1996, L'Harmattan.

9. C. Llana, *Stratégies d'acteurs de l'économie populaire dans le développement économique et social : le cas de la ville de Cochabamba en Bolivie*. Thèse de Master de développement rural. IAM. 2001, Agropolis, Montpellier.

10. K. Hart, « Informal income opportunities and urban employment in Ghana » in *Journal modern african studies*, 1989, n° 11.

11. Pour plus d'informations lire B. Lautier, *L'Économie informelle dans le tiers monde*, 1994, La Découverte. Et l'article : « Idées reçues et contestables sur le secteur informel » in *le Courrier*, 13 janvier 2000.

En résumé, l'informalité, c'est cette extraordinaire capacité des individus à s'intégrer à leur milieu, à trouver les ressources nécessaires à leur survie. Même si l'État voit d'un mauvais œil se pérenniser l'informel, il l'accepte, par pragmatisme, pour être un des éléments de paix sociale. Le marché, quant à lui, supporte mal d'être mis en concurrence avec un autre modèle de production. À moins qu'il ne parvienne, par une stratégie de formalisation, à mettre la main sur les qualités productives de l'informel.

4. Économie populaire : réalité économique et sociale

A. Du secteur informel au concept d'économie populaire.

Qualifier ces activités d'informelles serait les définir, en négatif, par rapport au modèle dominant ou à l'économie formelle générée par la synergie État-marché. En Amérique latine, pour repositionner ces pratiques, le concept d'économie populaire est utilisé.⁸ En Bolivie, par exemple, il s'agit d'un véritable fait de société, puisque les pratiques populaires représenteraient 25 % du PNB et occuperaient 85 % de la population active. Cela est devenu un tel phénomène de société que le pouvoir politique a créé à La Paz le ministère de la Micro-Entreprise.⁹

D'ailleurs, depuis 1972 et le fameux rapport Kenya commandé à Keith Hart par le BIT, le concept de secteur informel est utilisé.¹⁰ Il s'oppose au secteur formel, composé des activités réalisées par la synergie État-marché. Si la réalité de l'économie populaire est très riche, il apparaît que le concept de secteur informel est pauvre.¹¹ Est-il légitime, en effet, d'utiliser le terme de secteur lorsque l'on parle

d'activités aussi variées que le petit commerce, l'artisanat, la sous-traitance à l'industrie, les pratiques alimentaires ou les petits métiers de rue, etc. ? Par ailleurs, la notion d'informel s'oppose au formel. Or la frontière entre les deux domaines est-elle aussi nette ? Quelle est la banque qui n'a pas blanchi de l'argent issu de trafics plus ou moins délictueux ? Toutes les entreprises multinationales respectent-elles le droit du travail ? Ne trouve-t-on pas des fonctionnaires qui acceptent des aides financières, pour faire avancer les dossiers ? Plus encore, quelle est l'entreprise artisanale ou industrielle qui ne pratique pas quelques activités, en dehors de toutes déclarations fiscales ? Combien d'actifs de la sphère formelle complètent leurs revenus, de plus en plus précaires sous les effets des nouvelles politiques de l'emploi, par des activités non déclarées ?

Quoi qu'il en soit, la difficulté de la description vient des problèmes rencontrés pour chercher à mesurer et analyser les pratiques informelles non officielles par définition. Hernando De Soto¹² avait constitué son propre Institut de sondage, d'enquête et d'édition (Instituto Libertad y Democracia) pour travailler sur l'économie populaire en Amérique latine.

En s'appuyant sur la réalité socio-anthropologique, on peut affirmer que ces activités obéissent à des normes intériorisées dès l'éducation des peuples (Pierre Bourdieu parlerait d'*habitus*¹³) et d'autant plus respectées qu'elles viennent de lui. Il existe, en conséquence, une puissante régulation sociale de l'économie populaire véritablement enchâssée dans le social.

En résumé, si l'on en croit Claude De Miras, il s'agirait là « d'une notion idéologique forte et d'un concept analytiquement faible ».¹⁴ Le terme de secteur

informel est alors délaissé, pour lui préférer le concept d'économie populaire afin de mettre en avant les protagonistes de ces activités.¹⁵

B. Exclusion et économie populaire

Dans les pays de la périphérie, comme dans ceux du centre, la diversité de l'économie populaire est aussi variée que les idées productives des populations exclues. L'innovation économique et sociale se met au service de la survie du groupe.

On peut penser, dans un premier temps, que cette extraordinaire capacité de répondre, presque spontanément, aux exigences des consommateurs en fait de redoutables concurrents pour les entreprises formelles. Or ce n'est pas tout à fait le cas. Ces dernières ont su récupérer le dynamisme de l'économie populaire à leur profit. Il suffisait de les intégrer dans une stratégie d'externalisation des activités. Les entreprises formelles récupèrent ainsi la flexibilité et les faibles coûts de production générés par les micro-entreprises sous-traitantes. Cette synergie productive montre le lien étroit existant entre production formelle et informelle.

Quelle sera alors la place de l'État ? Le capital n'a plus besoin de son allié historique. Un peu partout sur la planète, l'État se retire des affaires. La marchandisation des activités sociales est rentrée

12. H. De Soto, *El otro sendero*, 1989, édité par l'Instituto Libertad y Democracia. Bogota. Colombia.

13. P. Bourdieu, *Questions de sociologie*, 1992, éd. de Minuit.

14. C. De Miras, B. Lautier et A. Morice, *l'État et l'informel*, 1991, L'Harmattan.

15. H. Panhuys, « Définitions, caractéristiques et approches des économies populaires en Afrique » in I. Lalèyè, H. Panhuys, Th. Verhelst et H. Zaoual, *Organisations économiques et cultures africaines*, 1996, L'Harmattan.

jusque dans les têtes. Le FMI et la Banque mondiale en sont les relais dans les pays de la périphérie en imposant des politiques d'ajustements structurels. Dans les pays du centre, on parle de politique des 3 D (déréglementation, désintermédiation, décloisonnement), ce qui signifie, là aussi, le retrait progressif de l'État et la régulation de la société par le marché. Le capital dominant n'a besoin que d'un État pénal qui mettra à l'écart les récalcitrants.¹⁶ La criminalisation de la misère est devenue une réalité qui touche tous les naufragés du développement, au Nord comme au Sud.

Face à cette évolution globale, le secteur informel est à la fois un laboratoire de la post-modernité qui permet de trouver des ressources, en complément d'un système qui distribue des salaires de misère (« working poor ») ou qui génère de l'exclusion. Les pratiques populaires échappent alors à l'efficacité rationnelle. Elles sont dans un autre type de stratégies, où la richesse n'est que d'hommes. Le lien social est prioritaire. L'être humain est, avant tout, un être social doué de raison. Il n'existe que par rapport au regard que lui renvoient les autres. Il va, donc, développer sa personnalité dans un collectif qui lui assurera une place. Chacun y trouvera la sienne, d'ailleurs... Ce sera sa seule richesse. S'il devient producteur, il tiendra compte de sa position sociale dans le groupe dont il est issu. On retrouve cela dans les stratégies de gestion de la main-d'œuvre des ateliers informels ou dans l'impossibilité de l'accumulation pour cause de répartition de la richesse, dans le cadre de la famille élargie. Face au retrait de l'État et

à la progression de la marchandisation des activités sociales, les populations exclues n'ont plus qu'à s'organiser de manière autonome. C'est-à-dire, partir de la richesse du collectif et bâtir une réalité sociale faite de solidarité et d'entraide.

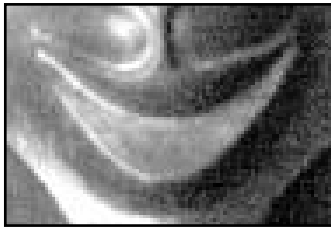
Mais, c'est aussi une organisation productive récupérée par les entreprises formelles pour un capitalisme bicéphale dominant cherchant la disparition de l'État, la fin de la régulation étatique. Ce dépérissement de l'État, déjà bien avancé dans les pays de la périphérie, intervient dans un tout autre scénario que celui prévu par Lénine. Mais il se diffuse à grande vitesse dans une transformation globale qui touche même les pays du centre.

Quoi qu'il en soit si, pour de nombreux individus des pays industrialisés, la société se vide de sens¹⁷, elle conserve dans les pays de la périphérie une logique implacable : la nécessité de la survie. Cette extraordinaire adaptation à la réalité économique et sociale dessine le contexte de l'économie populaire. Malgré la complexité des rapports sociaux qui s'y développent, il y a là une grande lisibilité humaine. C'est celle de la volonté de résistance des humains qui vont, par tous les moyens, mettre en place les conditions de leur reproduction. Les femmes y jouent d'ailleurs un rôle essentiel. Sans céder à la fatalité, ce sont les humains et leurs actes qui écrivent l'histoire, vivent le présent et imaginent le futur de l'humanité. Entre liberté de l'être et tyrannie de l'avoir, les stratégies des acteurs de l'économie populaire s'inscrivent dans la raison. La loi du plus fort ne peut tenir lieu de civilisation. Cependant, mis à part quelques exemples isolés, il n'y a guère de conscience collective. La gestion du quotidien l'emporte, le plus souvent, sur un véritable choix de société.

L'économie de marché est rentrée

16. Lire l'excellent ouvrage de L. Wacquant, *les Prisons de la misère*, 1999, Raisons d'agir, Paris.

17. Voir la fiche de lecture dans la présente revue de C. Carle, *la Société du crime*, 1996, les éditions de la Passion.



dans les têtes, comme l'unique forme d'organisation et de régulation des activités sociales. Dans les pays occidentaux, les médias et les intellectuels asservis ont participé à ce travail de sape des structures réciprocitaires et à la colonisation des imaginaires. Néanmoins, vu d'ici, cette question pourrait être perçue comme appartenant au passé, aux sociétés traditionnelles. Comme si la modernité apportait des solutions nouvelles aux problèmes des humains ! Or il s'avère que le développement de l'économie de marché laisse, sur le bord de la route, un nombre important d'individus. Si

les difficultés progressent dans les pays industrialisés, nul doute qu'il faudra ranger notre ethnocentrisme triomphant pour apprendre à percevoir la richesse productive de l'économie populaire. Et apprendre à retisser le lien social des zones rurales désactivées et des quartiers périphériques de nos cités, en réenchantant l'économie dans le social. L'économie doit se remettre au service des humains. L'efficacité rationnelle¹⁸, la logique mortifère de l'accumulation et la mondialisation ont tourné le dos à cette évidence. L'économie populaire, à travers la question du développement local, présente à nouveau l'économie comme un moyen et non plus comme une fin. En fait, les populations exclues de la planète, à travers les pratiques d'économie populaire enchâssées dans la réponse aux besoins de proximité, ont inventé l'insertion par l'économie bien avant les collectivités locales. Par sa capacité d'adaptation au milieu, le peuple a encore fait la démonstration de sa capa-

cité d'accommodation.

Les analyses théoriques de l'économie populaire

Il est intéressant de voir comment la théorie économique intègre les activités populaires. Soit on les perçoit comme un ensemble de réseaux, de personnes reliées par une véritable toile d'araignée sociale.¹⁹ Ou bien, on s'intéresse à leur intégration à la sphère marchande. L'économie populaire est alors présentée comme ayant une grande flexibilité productive qui a pu rendre très envieux les chefs d'entreprises de l'économie formelle.²⁰ Au-delà des facteurs de production classiques (travail et capital), l'économie populaire met en scène des ressources, des valeurs complémentaires. Cette approche intègre la notion de capital social que l'on peut définir comme « les caractéristiques des organisations sociales telles que les réseaux, les normes et la confiance qui facilitent la coordination et la coopération en vue du bénéfice mutuel ».²¹

Luis Razeto identifie, quant à lui, un facteur de production supplémentaire, le facteur C, reposant sur la « constitution d'un groupe qui facilite la coordination et la coopération, lesquelles permettent d'améliorer l'efficacité de l'organisation

18. J.-P. Maréchal, *le Rationnel et le Raisonnable*, 1998, Presses universitaires de Rennes.

19. Th. Verhelst, « Gestion des entreprises et cultures africaines » in I. Lalèyè, H. Panhuys, Th. Verhelst et H., Zaoual, *Organisations économiques et cultures africaines*, 1996, L'Harmattan.

20. C. Rakowski, « Convergence and divergence in the informal sector debate : a focus on Latin America, 1984-1992 », *World Development*, vol. 22, n° 4, 1994. Ainsi que H. De Soto, *El otro sendero*, 1989, Instituto Libertad y Democracia. Bogota. Colombia.

21. J. Harris, P. De Renzio, « Missing link or analytically missing? The concept of social capital » in *Journal of international development*, n° 9, 1997.

22. L. Razetto, *Economía de solidaridad y mercado democrático. Libro tercero, Fundamentos de una teoría económica comprensiva*, 1988, PET, Chili.

économique ». ²²

Par contre, si l'on en croit le modèle dualiste, il existerait une juxtaposition d'un secteur moderne et d'un secteur traditionnel. Le premier serait dominé par des unités de production à forte intensité capitaliste, souvent tournées vers l'exportation. Le second, relevant d'un système largement précapitaliste, regrouperait l'agriculture de subsistance, et l'ensemble des pratiques populaires. Les écarts de productivité seraient considérables d'un secteur à l'autre. Les échanges intersectoriels seraient restreints. La sphère populaire servirait de main-d'œuvre de réserve. Cette absence de complémentarité aurait entraîné un phénomène de désarticulation et de forte dépendance des stratégies familiales, vis-à-vis de l'activité formelle :

– En période de croissance du PNB formel, l'activité informelle se ralentirait. Durant ces périodes, la synergie État-marché est capable de générer des emplois et une relative dynamique. Ce qui oriente les stratégies des acteurs de l'économie populaire vers la soumission.

– En période de récession de l'économie formelle, de compression de l'activité officielle et de l'emploi, l'économie populaire progresse. Elle propose alors de nombreuses activités, les individus peuvent amorcer des stratégies de résistance et la conscience collective progresse.

Évidemment, cette analyse en terme de dualisme des structures productives a été critiquée à cause de ce compartimentage des deux secteurs de production :

– La croissance de l'économie formelle permet, au contraire, un maintien ou une accélération des pouvoirs d'achat

qui sert d'accélérateur de la consommation des biens et services produits dans la sphère populaire. Il existe donc une forte hybridation des deux grandes sphères économiques.

– Il arrive fréquemment que la faiblesse des revenus de la sphère formelle ne permette pas aux ménages de couvrir leurs dépenses. En complément de revenu, ils intègrent tout naturellement des pratiques populaires plus ou moins régulières. La frontière entre formel et informel demeure très poreuse. Les interactions formel-informel sont nombreuses, les stratégies des acteurs sont en constante adaptation à l'interface de cette relation fortement imbriquée. ²³

Quoi qu'il en soit, la caractéristique principale des entreprises alternatives est la production d'une plus-value relationnelle, véritable valeur ajoutée sociale générée par une mise en réseau des producteurs et des consomm'acteurs. Bien que difficile à mesurer quantitativement, elle demeure la particularité éthique de ces activités enchâssées ²⁴ dans la réalité quotidienne des humains.

25. W.-A. Lewis, « Economic development with unlimited supply of labor », in *Manchester school of economic and social studies*, n° 22, 1954, GB.

26. *La Revue du MAUSS* (1^{er} semestre 1999), « Le retour de l'ethnocentrisme », La Découverte.

27. R. Urmeneta, *Estrategias de subsistencia en el capitalismo autoritario : los nuevos componentes del sector informal en Chile*, 1988. Thèse. Louvain la Neuve.

28. O. Le Brun et C. Gerry, « Petty producers and capitalism » in *Review of african political economy*, 1975.

29. C. Moser, « Informal sector or petty commodity production : dualism or dependence in urban development ? » in *World development*, vol.6.9/10, 1978.

23. B. Lautier, *L'Économie informelle dans le tiers monde*, 1994, La Découverte.

24. K. Polanyi, *la Grande Transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1983, Gallimard.

Analyses théoriques de l'économie populaire			
Analyses orthodoxes		Approche alternative	Courant structuraliste
néo-libérale	modèle dualiste		
<p>De Soto (1989) Rakowski (1994)</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'informel urbain est un marché de concurrence pure et parfaite. - L'économie formelle est entravée (interventions de l'État, rigidités salariales, bureaucratie, normalisation des activités productives, prélèvements, etc.). - Économie populaire : capitalisme aux pieds nus. - Vision très positive de l'économie populaire, voire romantique. 	<p>Lewis (1954)²⁵</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accumulation du capital dans la sphère formelle (urbain/industriel). - Le secteur traditionnel (rural/agricole) assure l'offre de travail. - Peu à peu la main-d'œuvre excédentaire du secteur traditionnel serait absorbée par le secteur moderne. - L'économie populaire est perçue comme un régulateur, une file d'attente temporaire. - Irrationalité de l'informel, à cause de blocages culturels. - Conséquence principale : juxtaposition des secteurs formel et informel, dualisme productif. 	<p>Latouche (1998)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les pratiques populaires sont enclavées dans le social. - Elles répondent à des besoins de proximité et participent au lien social. - Le lien est plus important que le bien. - Ces pratiques obéissent à une efficacité raisonnable et non à une efficacité rationnelle. - La greffe de l'économie occidentale imposée par les politiques de développement ne prend pas. - Le miracle de l'informel est de permettre à tout un peuple de continuer à vivre, tout en conservant sa dignité. - Il faut remettre en question notre ethnocentrisme occidental²⁶ et s'enrichir des pratiques du Sud afin de décoloniser notre imaginaire et construire un monde qui sache reconnaître les savoirs populaires. 	<p>Lebrun et Gerry (1975)²⁸ Moser (1978)²⁹</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnalité, utilité de l'économie populaire : sous-traitance à l'industrie. - Production de biens et de services bon marché pour les travailleurs du secteur officiel. - Participe au lien social, à la cohésion sociale : régulateur de crise. - Refuge de la main-d'œuvre excédentaire. - Pratiques sociales spécifiques, atypiques par rapport à une logique capitaliste.
		<p>Urmeneta (1988)²⁷ Lautier (1994)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les travailleurs de l'économie populaire développent des stratégies de subsistance et assurent la reproduction familiale. - Existence d'une interdépendance entre l'informel et le formel. - Informel : segment du marché du travail le moins productif avec les rémunérations les plus faibles. - À la marge, la frange supérieure de l'économie populaire est modémisable grâce à des politiques de soutien : formalisation de l'informel. 	

Le tableau qui suit synthétise les courants de pensée qui ont cherché à théoriser les pratiques d'économie populaire :

L'économie populaire, laboratoire de la post-modernité...

Son futur est-il d'être une sphère productive autonome qui récupérerait les exclus du système dominant et qui proposerait des revenus et une reconnaissance collective ? Ici, le lien serait plus important que le bien. Elle servirait, alors, de connexion pour un ensemble d'individus reliés à l'intérieur de réseaux capables de développer des pratiques autonomisantes. Ces relations productives sont centrées sur la raison qui cherche à privilégier les fragiles équilibres sociaux et écologiques. Certains n'hésitent pas à parler de bioéconomie³⁰ qui respecterait les fragiles équilibres écologiques et sociaux. Une plus-value sociale ou relationnelle est ainsi dégagée. Elle est l'élément central de cette économie de réseau qui met producteurs et consommateurs en relation de respect mutuel.

Si cela paraît évident pour les pays de la périphérie et, en particulier, en Afrique francophone³¹, cette même recherche relationnelle peut aussi se retrouver dans les pays du centre. Il s'agit alors d'un contact enrichi entre production et consommation. Le client est réincarné. Il devient une personne à respecter. À ce

30. Lire le chapitre III (La bioéconomie : la réhabilitation de l'humain, pp. 99-130) de l'ouvrage de J.-P. Maréchal, *Humaniser l'économie*, 2000, Desclée De Brouwer.

31. Lire l'excellent travail de C. Maldonado et B. Gaufray, *L'Économie informelle en Afrique francophone*, 2001, édition BIT, Genève.

32. M. Théveniaut-Muller, *le Développement local. Une réponse politique à la mondialisation*, 1999, Desclée de Brouwer.

33. F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, 1979, Armand Colin, Paris.

34. B. Perret et G. Roustang, *L'Économie contre la société*, 1993, Le Seuil.

niveau, pas de crise de la vache folle, mais un souci de qualité et d'entretien du réseau. La niche a remplacé le créneau. C'est elle qui devient le contexte de fonctionnement de ces pratiques enchâssées dans les besoins de la population d'un territoire. Le développement local tourné vers les besoins de proximité s'avère être la réponse à la mondialisation.³² Encore faut-il que les acteurs de l'économie populaire possèdent une conscience collective capable de les fédérer autour d'un projet commun ?

Fernand Braudel³³, dans les trois étages de l'évolution des sociétés (1^{er} étage : l'économie de subsistance de l'espace familial; 2^e étage : l'échange local et l'économie de marché; 3^e étage : l'économie monde du capitalisme globalisé), a montré l'importance de l'étage central. C'est là que se développe la visibilité de la relation producteur-consomm'acteur, dans une relation assainie autour de la satisfaction des besoins de base. Les stratégies de développement des producteurs deviennent lisibles, l'économie retrouve ce qu'elle était à ses origines : une organisation des forces productives pour répondre aux besoins des populations d'un territoire.

Revalorisé dans ses savoir-faire, l'individu, exclu de la sphère formelle, retrouve sa dignité dans les pratiques d'économie populaire. Il développe, par ailleurs, une relation enrichie qui donne du sens aux liens rural-urbain, production-consomm'action, économique-social, insider-outsider... L'économique se réconcilie alors avec le social.³⁴ D'ailleurs, ne mesure-t-on pas le degré de civilisation d'un peuple à sa capacité d'intégrer les exclus ?

Malgré cela, la pensée dominante a poussé ces structures vers une autre philosophie productive. Il fallait se lancer dans les créneaux de production et rele-

ver les défis de la course à la productivité. Nombreuses sont les structures de l'économie sociale qui ont mal résisté à cette révolution culturelle. Par contre, dans les quartiers périphériques, dans la ruralité désactivée, la crise du secteur formel, l'accélération de l'individualisme et des pratiques excluantes, permettent aux activités de l'économie populaire de se développer dans une sorte de laboratoire de la post-modernité.³⁵ Cela peut être le cas dans la ruralité désactivée ou dans les quartiers périphériques de nos villes comme Marseille³⁶, par exemple, ou même Montpellier. Si l'économie populaire parvient, ainsi, à rester centrée sur la niche d'activité et à répondre aux besoins des membres du réseau de consomm'acteurs sensibles aux productions de proximité, elle aura préservé l'essentiel. C'est-à-dire son éthique...

Elle pourrait représenter, alors, le creuset idéologique capable d'influencer la philosophie souvent malmenée des structures de l'économie alternative. Encore faut-il que l'économie populaire retrouve une légitimité que refuse de lui reconnaître la synergie État-marché?

... ou forme de capitalisme dont l'objectif majeur serait la disparition progressive de l'État

L'économie populaire est-elle intégrée, récupérée par les stratégies des entreprises formelles comme une sphère-atelier utilisée pour la flexibilité de sa main-d'œuvre et ses faibles coûts de production?³⁷ S'agit-il en fait d'un marché de second rang censé pacifier les exclus du système dominant, ce qui expliquerait sa relative tolérance? Au côté de son alliée formelle, elle serait la deuxième composante d'un capitalisme bicéphale

dont l'objectif majeur serait la disparition progressive de l'État.³⁸ À ce niveau, la colonisation des imaginaires est telle, que la logique de réseau est démantelée au profit d'une relation marchandisée. La division du travail et le salariat développent des formes de dépendances. Elles laissent peu de place aux économies domestique et réciprocaires.

Les enquêtes de terrain démontrent, en effet, que comme les structures de l'économie sociale et solidaire, les pratiques d'économie populaire sont souvent récupérées par la puissance de persuasion du modèle dominant. Cependant, abandonner la niche d'activité c'est se couper de la demande de proximité, se détacher du réseau de consomm'acteurs. Formaliser l'informel revient à négliger l'éthique de ses pratiques. En méprisant cette particularité essentielle, la formalisation détruit souvent l'esprit puis, l'activité elle-même. La production s'inspire alors de l'efficacité rationnelle dans des stratégies où la recherche du plus faible coût de production l'emporte, le plus souvent, sur le service au consommateur. La logique de créneau s'impose en amont et en aval de la filière. La relation de respect entre offre et demande, caractéristique de l'économie de réseau, disparaît. Cela peut avoir un coût social élevé : le producteur converti à la logique

35. Pour aller plus loin, lire page 32 l'ouvrage de S. Latouche, *L'Autre Afrique. Entre don et marché*, 1998, Albin Michel économie.

36. A. Tarrius, *Économies souterraines*, 1995, L'Aube, essai.

37. Lire à ce sujet l'ouvrage de F. Roubaud, *L'Économie informelle au Mexique. De la sphère domestique à la dynamique macro-économique*, 1994, Karthala-ORSTOM. Et en particulier le chapitre IV qui présente les particularités du secteur informel sur le marché du travail au Mexique.

38. J.-P. Gourevitch, *L'Économie informelle. De la faillite de l'État à l'explosion des trafics*, 2002, Le Pré aux Clercs.

productiviste peut perdre son statut social, sa place, à l'intérieur de la communauté. En cas de réussite, est-ce que la richesse économique et financière remplace la richesse sociale et relationnelle ? En cas d'échec, sera-t-il facile de retrouver la clientèle citoyenne de la niche ?

Dans les pays de la périphérie, les exemples d'échec sont nombreux. L'aide publique au développement ou les projets de certaines grosses ONG ont souvent provoqué une déstabilisation du fragile équilibre existant sans entraîner la moindre amélioration pour le peuple. Bien au contraire, le passage de la niche au créneau est une forme de viol de l'imaginaire des populations des pays du Sud. Un peu comme si leur destin avait été confisqué.³⁹

Par ailleurs, il ne faudrait surtout pas penser que les pays du centre ne sont pas concernés ! Le problème se pose, en effet, de la même manière. J'ai pu en faire l'expérience dans les quartiers populaires de nos villes.⁴⁰

Les difficultés à construire une conscience collective amènent les actifs de l'économie populaire à se laisser aller à la logique de créneaux. Ils se désenchâssent de la demande locale pour s'intégrer dans des stratégies orchestrées par les entreprises de la sphère formelle, à la recherche du plus faible coût de production.

Cette synergie, entre sphère formelle

39. Lire à ce sujet l'excellent ouvrage de A. Traoré, *le Viol de l'imaginaire*, 2002, Actes Sud. Et en particulier, le chapitre IV : Notre destin confisqué, pp. 53-67.

40. Enquête réalisée à l'Institut régional des travailleurs sociaux (IRTS) dans le cadre du module Société, Economie et Culture (SEC) sur le quartier Paul-Valéry de Montpellier, que j'ai personnellement encadrée. Ce travail de terrain réalisé par des étudiants de 1^{re} année durant l'année universitaire 1999-2000 a permis de mettre en lumière l'extraordinaire dynamisme de l'économie souterraine des quartiers populaires de la ville de Montpellier.

et économie populaire, sonne le glas d'une alternative auto-organisationnelle de la production. Pour s'orienter, à terme, vers une société où le marché serait le seul régulateur.

Cette forme d'accommodation productive, à l'intérieur des logiques de créneaux, semble montrer ses limites à travers les récentes crises de la production productiviste. Il est vrai que, grâce à cette économie de réseau, le souci de traçabilité est résolu. Encore faut-il que nous reprenions confiance en nos savoir-faire et pratiques productives, laminés par le salariat et la marchandisation des activités sociales. Serons-nous assez sages pour retrouver l'éthique de la production-consomm'ation de proximité ?

Entre ces deux scénarios, comment se comportent les acteurs de l'économie populaire, eux qui ont perdu une partie de leur revendication collective, de leur capacité de cohésion ? Seront-ils capables de résister au développement du modèle unique de développement ? Ou vont-ils s'adapter, comme bon nombre d'expériences alternatives ? Les ravages du modèle dominant sont tels que la conscience collective s'est effritée au profit de comportements de survie qui ramènent souvent l'alternative populaire à une simple excroissance du modèle dominant. Cependant, les récentes crises du modèle productiviste (vache folle, brevetabilité du vivant, etc.) viennent à nouveau raviver une économie de réseau qui échappe à la synergie État-marché et qui propose un ensemble de biens et de services, dans une relation producteur-consomm'acteur enrichie.

Cette prise de conscience récente montre que l'alternative n'est pas morte, qu'il existe une place pour l'imaginaire, même si le système dominant a cherché depuis longtemps à le coloniser. L'alternative nécessite une implication citoyenne

permettant d'élargir le champ des possibles, tout en réactivant la relation entre l'économique et le social. Cette réconciliation redonne dignité aux consommateurs trop longtemps perçus comme inaptes à la réflexion-action.

Quant à l'offre, elle doit se remettre au service de la demande, pour une production adaptée aux besoins locaux dans un souci de développement local tournant le dos à la globalisation dominante.

La niche devient la réponse au créneau. La raison s'impose à la rationalité et le local au global.

L'implication citoyenne et la responsabilisation permettent la mise en place d'une économie participative.⁴¹ Le concept de consommation prend tout son sens.

41. N. Baillargeon, *Les chiens ont soif*, 2001, Agone.

La mondialisation à marche forcée de la planète a marginalisé une partie importante de la population qui va assurer sa reproduction dans des activités non déclarées. Ces pratiques, à l'écart de l'efficacité rationnelle et des déclarations administratives et fiscales infligées par le modèle dominant, s'imposent comme la solution naturellement retenue par les naufragés du développement. S'agit-il de pratiques qui cherchent à déconnecter l'Etat en refusant de rentrer dans un modèle de répartition et qui proposent une organisation hors marché en démontrant que l'on peut satisfaire ses propres besoins en dehors des marchands? En d'autres termes, est-on face à une économie de réseau susceptible de proposer une alternative autonomisante, centrée – non plus sur la rationalité efficiente – mais sur la raison? Serait-elle capable de modifier en profondeur la qualité des rapports productifs? En effet, doit-on considérer ces activités comme un laboratoire, où l'acteur prendrait confiance dans ses savoir-faire pour proposer une auto-organisation de la production et de la consommation qui chercherait à déconnecter l'Etat et les structures marchandes? Ou bien, l'économie de marché est-elle suffisamment puissante pour tolérer et même récupérer des structures productives organisées en une sorte de marché de second rang cherchant la disparition de la régulation étatique?

The enforced globalization of the planet has marginalized a large segment of the population that has consequently resorted to participation in the informal economy as a means of insuring its survival. Such economic activity operates outside the concepts of efficiency and rationality and the administrative and fiscal regulation of the dominant model. It thus appears to be a natural recourse for the victims of maldevelopment. Does such activity circumvent the State through a rejection of its model of distribution? Does it promote forms of organization independent of the market and marketing, by showing that one can provide for one's own needs? In other words, does it constitute an economic network that offers an autonomizing alternative, no longer founded on a rationality of economic efficiency but rather on reason? Will this alternative be capable of changing the quality of the relationships of production at the most basic level? Moreover, can it be looked upon as a laboratory in which the participants use their experience to create a self-organization of production and consumption that circumvents both the State and market mechanisms? Or rather, is the market economy strong enough to tolerate and even co-opt structures of production that are organized into a kind of parallel market that seeks to eliminate State regulation?



Roselyne Mottier : *Diabolo* (terre cuite)
Photo : Claude Villeret